



« Le ministre de l'éducation nationale prépare l'asphyxie de l'enseignement de l'italien »

Il y a 500 ans disparaissait Léonard de Vinci. Mais la commémoration qu'organise la France avec l'Italie survient alors que le réforme Blanquer assène un dur coup à l'enseignement de l'italien, déplore un collectif d'universitaires dans une tribune au « Monde ». Tribune. On nous annonce que le 2 mai, le président de la République française recevra à Amboise M. Mattarella, président de la République italienne, pour célébrer le cinquième centenaire de la mort de Léonard de Vinci (1452-1519). On peut certes voir là un geste d'apaisement entre France et Italie, après ces derniers mois tumultueux. Si ce n'est que, en même temps que s'annoncent ces festivités, le ministre de l'éducation nationale prépare de son côté l'asphyxie de l'enseignement de l'italien en France.

En deux ans M. Blanquer a divisé par deux le nombre de postes à l'agrégation externe d'italien avec, en 2019, un nombre dérisoire, sinon humiliant, de cinq postes, tandis que le Capes passe largement sous la barre des vingt postes (contre vingt-huit en 2018 et trente-cinq ou plus les années précédentes), alors même que non seulement la demande dans l'enseignement secondaire ne décroît pas mais que des cohortes d'étudiants commencent l'italien à l'université (plus de mille à Aix-Marseille, Montpellier, Paris-1, Toulouse, etc.) faute de n'avoir pu le choisir au collège ou au lycée !

La réforme Blanquer, qui anéantit le coefficient de la LV3 (désormais LVC) pour nos très nombreux élèves, assène un coup mortel à l'enseignement de l'italien en France alors que l'Italie demeure le deuxième partenaire commercial de la France, offrant de vraies perspectives sur le marché de l'emploi.

Claude Hagège, Thomas Dutronc, Julie Gayet

Geste d'apaisement ou mascarade politique ? De nombreuses personnalités du monde de l'art et de la culture, comédiens, écrivains, journalistes et intellectuels comme Jeanne Balibar, Andrea Camilleri, Luciano Canfora, Emma Dante, Gérard Darmon, Thomas Dutronc, Julie Gayet, Stéphane Guillon, Claude Hagège, Michel Pastoureau, Ernest Pignon-Ernest, etc. ont signé notre appel en ligne pour que l'amitié franco-italienne soit une réalité politique, pour que le nombre de postes aux concours retrouve sa dignité nationale, et pour que l'enseignement de l'italien soit soutenu comme enseignement de spécialité avec des moyens spécifiques.

Dira-t-on, le 2 mai, qu'il existe des départements français entiers où aucun établissement public du secondaire ne propose l'enseignement de l'italien ? Célébrera-t-on Léonard de Vinci au mépris de la langue de Dante, de Machiavel, de Galilée, de Verdi ou d'Umberto Eco ? Se recueillera-t-on sur la tombe du « génie » en songeant que l'on tente d'effacer subrepticement dans les couloirs d'un ministère une partie de notre richesse et de notre histoire communes ? Chantera-t-on l'amitié fraternelle de nos deux nations tandis que M. Blanquer concocte son sinistre fratricide ?

L'amitié entre la France et l'Italie est une nécessité vitale et le déni dont le ministère de l'éducation nationale frappe aujourd'hui l'enseignement de l'italien, plus qu'aucune autre langue vivante dans la même période, est rendu insupportable par le bruit des célébrations à la gloire de Léonard et le silence d'un ministre.

(université de Mulhouse), Colette Collomp (Aix-Marseille université), Edwige Comoy-Fusaro (université Côte-d'Azur, trésorière de la Société des italianistes de l'enseignement supérieur/SIES), Fabrice De Poli

(université Caen-Normandie), Laura Fournier (université Paris-8), Céline Frigau-Manning (université Paris-8, vice-présidente de la SIES), Alessandro Giacone (université Grenoble-Alpes, secrétaire de la SIES), Mélanie Jorba (INU Champollion-Albi), Elisabeth Kertesz-Vial (université

Paris-Est-Créteil), Fabien Landron (université de Corse-Pasquale-Paoli), Chiara Lastraioli (CESR Tours), Cécile Le Lay (université Lyon-3), Massimo Lucarelli (université de Savoie-Mont-Blanc), Barabara Meazzi

(université Côte-d'Azur), Serge Milan (université Côte-d'Azur, trésorier de la SIES), Christophe Mileschi (université Paris-Nanterre), Elise Montel

(université de Lorraine), Pierpaolo Naccarella (université Paris-Est-Créteil), Jean-Luc Nardone (université Toulouse-II-Jean-Jaurès, président de la Société des italianistes de l'enseignement supérieur), Sophie Nezri-Dufour

(université Bordeaux-III-Montaigne), Michel Paoli (université de Picardie-Jules-Verne), Céline Pruvost (université de Picardie-Jules-Verne), Anne Robin, (université de Lille), Elena Santalena (université Grenoble-Alpes), Elisabetta Simonetta (université Paris-3), Frédéric Spagnoli

(université de Rennes-2).

Collectif